



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VICAT SA

BP 207
38120 Saint-Égrève

Références : 20231106-Is172SS
Code AIOT : 0006103134

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement VICAT SA implanté 2420 route de Fourvoirie 38380 Saint-Laurent-du-Pont. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT SA
- 2420 route de Fourvoirie 38380 Saint-Laurent-du-Pont
- Code AIOT : 0006103134
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°2007-00365 du 15 janvier 2007 modifié le 20 octobre 2017 à la suite du dossier de réexamen des conditions de fonctionnement au regard des meilleures technologies disponibles pour les rubriques :

- n°2520 pour une cimenterie de capacité de production de 400 t/j (8 fours de 50 t/j) ;
- n°2515-1 pour une puissance de broyage , concassage, criblage de 780 kW ;
- n°4801-2 pour un dépôt de charbon de 275 t.
- La production du site est entièrement destinée à la fabrication de ciment naturel prompt (CNP).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- émissions atmosphériques et traitement des rejets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	captation et épuration des rejets	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/10/2017, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	dysfonctionnement de l'épurateur	Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 5.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	points de rejets	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.1.2	/	Sans objet
3	points de rejets	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.1.3	/	Sans objet
6	odeurs	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles périodiques manquants sont à programmer au plus tôt conformément aux prescriptions de l'autorisation (métaux et poussières sur les broyeurs)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : captation et épuration des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Ces installations doivent dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Les émissions de poussières sont selon le cas : captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions ou par tout autre procédé d'efficacité équivalente. Les installations de traitement des effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents, à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.
Constats : L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">– les fours de la cimenterie sont reliés à un épurateur thermique destiné principalement à abattre les émissions soufrées. Le traitement thermique du H₂S étant émetteur de SO₂, ce dernier est traité par une injection de chaux. Ce traitement est générateur de sulfate de calcium.– L'épurateur est équipé de 2 filtres à manches (1 en amont et 1 en aval de l'épurateur) destinés à abattre les poussières (filtre amont) et le sulfate de calcium (filtre aval).– les 2 broyeurs (1 broyeur à marteaux et 1 broyeur à boulets) sont chacun équipés d'un filtre à manches.– après le broyage des "grumes", 2 autres filtres sont disposés sur l'élévateur à godets et sur l'installation d'emballage et expédition. L'exploitant précise les éléments techniques suivants : lors de l'arrêt de l'épurateur (panne, arrêt technique...), le ventilateur de tirage s'arrête automatiquement (asservissement) et les fours sont mis en « cocotte ». Dans cette configuration, les fours sont maintenus en température uniquement par tirage naturel. L'évacuation des fumées résiduelles est directe. L'exploitant considère que dans ce cas, les installations sont à l'arrêt et qu'il n'y a pas de d'indisponibilités du système de traitement des fumées. L'inspection remarque toutefois que l'arrêt de l'épurateur avec la mise en cocotte des fours peut présenter les 2 cas de figure suivants: <ul style="list-style-type: none">– Le premier concerne un arrêt de courte durée pendant lequel il n'y a pas de chargement et défournement des fours (et donc pas de production). Dans ce cas l'inspection considère qu'il n'y a pas d'indisponibilité du système de traitement.– Le deuxième concerne un arrêt de plus longue durée (plusieurs jours) pendant lequel un chargement et un défournement des fours sont nécessaires tous les 4 ou 5 jours afin de les maintenir en température. Dans ce cas il y a bien une production effective (même si elle limitée) et par conséquent, l'installation de traitement des fumées doit être considérée comme indisponible. Ce temps d'indisponibilité doit faire l'objet d'un comptage horaire.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.1.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Les dispositifs d'évacuation sont munis d'orifices obturables et accessibles placées de manière à réaliser des mesures représentatives ; La forme des cheminées ou conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés.
Constats : La cheminée de l'épurateur est droite. Elle est équipée d'une plateforme pour les mesures. Le laboratoire effectuant les mesures précise dans son dernier rapport que "les prescriptions normatives liées à la section de mesurage sont satisfaisantes dans leur totalité."
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.1.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : La hauteur des cheminées ne peut être inférieure à 10 m. La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8m/s.
Constats : Le rapport établi par le laboratoire réalisant les analyses semestrielles précise que la hauteur de la cheminée est de 12 mètres et que la vitesse d'éjection des gaz lors de la mesure du 30 mai 2023 était d'environ 15m/s.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Les valeurs limites figurant au tableau de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral 2007-00365 du 15 janvier 2007 sont modifiées comme suit : - poussières : 20 mg/Nm3 - SO2 : 1200 mg/Nm3

- HCl et autres composés inorganiques gazeux du chlore exprimée en HCl : 5 mg/Nm3
<p>Constats :</p> <p>Les derniers contrôles périodiques réalisés le 30 mai 2023 par un laboratoire extérieur ne font pas état de dépassements sur les paramètres mesurés.</p> <p>L'inspection constate que les métaux et composés des métaux n'ont pas fait l'objet d'une analyse par le laboratoire lors de ce contrôle.</p> <p>L'inspection rappelle que cette mesure est à prévoir pour la prochaine campagne et les suivantes tel que l'arrêté préfectoral d'autorisation le prescrit.</p> <p>Les rapports d'autosurveillance des mesures en continu des poussières et du SO2 examinés pour la période des 12 derniers mois (octobre 2022-septembre 2023) montrent que les valeurs enregistrées quotidiennement font état de 2 dépassements en juillet 2023 et 2 dépassements en août 2023 du seuil de 110 % des valeurs limites d'émissions, pour le paramètre SO2.</p> <p>En conséquence, pour les 2 mois concernés 93,5% (au lieu de 95% prescrit) des valeurs moyennes sur une journée ne dépassent pas 110% des valeurs limites d'émission.</p> <p>L'exploitant précise que ces dépassements sont dû à un problème sur l'injection de chaux.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que ces périodes doivent être comptabilisées en indisponibilités de l'installation de traitement des fumées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2017, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2023, pollution atmosphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>un contrôle des émissions de poussières issues des filtres autres que les filtres du traitement des fumées sera réalisé par un organisme agréé. Ce contrôle sera maintenu semestriellement si les niveaux d'émissions sont supérieurs à 20 mg/Nm3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des autres émissions atmosphériques a été réalisé le 23 mai 2018 à la suite de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2017.</p> <p>Les valeurs enregistrées étant inférieures à 20 mg/Nm3, l'exploitant a considéré que ces contrôles n'avaient pas à être maintenus.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que l'arrêté ministériel du 3 mai 1993 relatif aux cimenteries prescrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans son article 5.4 que la valeur limite en poussière des émissions gazeuses en provenance des broyeurs est de 50 mg/Nm3 – dans son article 9.1.2 que des contrôles périodiques sont effectués pour déterminer les concentrations et les flux de polluants des émissions atmosphériques au moins annuellement pour les poussières en provenance des broyeurs.

L'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 précise que cette mesure sera maintenue semestriellement si la concentration est supérieure à 20 mg/Nm ³ .
L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de mandater une mesure des poussières issues des broyeurs sans délai et que ce contrôle doit être réalisé au moins une fois par an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant des installations
Constats : Le traitement des fumées mis en place dans cette cimenterie a pour objectif d'abattre le H ₂ S, principal initiateur des odeurs. L'exploitant indique que depuis son démarrage, les odeurs caractéristiques du H ₂ S ont notablement diminuées et sont peu perceptibles. Le jour de l'inspection, les fours étant en cocotte, il n'y avait pas de dégagement d'odeurs particulières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : dysfonctionnement de l'épurateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 5.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Les périodes ininterrompues de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées aux articles précédents doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année doit être inférieure à deux cents heures. En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/m ³ . En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.
Constats : Comme vu au point n°1, l'exploitant précise que lorsque l'épurateur ne fonctionne pas (panne, maintenance), les fours sont mis en cocotte automatiquement. La mise en cocotte consiste à stopper la ventilation mécanique (tirage forcé) permettant ainsi de mettre les fours en veille. Le maintien de la combustion s'effectue uniquement par un tirage naturel.

Dans ce contexte, l'exploitant considère qu'il n'y a pas de période d'indisponibilité de l'installation de traitement des fumées et pas de bypass de celle-ci.

Les émissions de poussières sont alors extrêmement réduites sans pour autant être connues.

L'inspection des installations classées rappelle que si une alimentation en pierre et un soutirage de grumes sont effectués, il y a une production et dans ce cas les heures d'indisponibilité du système de traitement des fumées sont à comptabiliser.

De même, lors des pannes de la sonde poussières, la concentration en poussières n'est pas mesurée.

Compte-tenu des niveaux d'émission, il peut être supposé que ceux-ci restent les mêmes que pendant les mesures.

L'inspection invite toutefois l'exploitant à s'informer que la mise à disposition d'une sonde de remplacement pour les périodes de panne qui sont relativement fréquentes.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois